



HAL
open science

De la nécessité de former des spécialistes en communication pour le développement

Henry Tourneux

► **To cite this version:**

Henry Tourneux. De la nécessité de former des spécialistes en communication pour le développement. Ndongo-Keller, Justine; Ntakirutimana, Évariste; Thierno Cisse, Mame; Van Campenhoudt, Marc. La traduction et l'interprétation en Afrique subsaharienne : les nouveaux défis d'un espace multilingue, Editions des archives contemporaines, 2021, La traduction et l'interprétation en Afrique subsaharienne : les nouveaux défis d'un espace multilingue. Translation and Interpretation in Sub-Saharan Africa: New Challenges in a Multilingual Space, 9782813003898. 10.17184/eac.9782813003898 . halshs-03271591

HAL Id: halshs-03271591

<https://shs.hal.science/halshs-03271591>

Submitted on 16 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la nécessité de former des spécialistes en communication pour le développement¹

Henry Tourneux²

La question des langues doit être reconnue comme l'une des clés de la réussite du développement et de l'aide au développement. Si l'on veut que les populations concernées – souvent les plus pauvres – bénéficient vraiment des projets de développement, il est indispensable d'échanger avec elles dans leurs propres langues et selon leurs propres codes culturels.

Nous allons parler principalement de la communication technique dans les pays francophones d'Afrique en centrant notre attention sur ce qui se passe lors de l'exécution des projets, en laissant de côté tout ce qui concerne la communication en amont, lors de l'élaboration de ces mêmes projets.

Pendant longtemps, les promoteurs de « programmes de développement » des grandes instances internationales ont pensé que tous les problèmes liés au sous-développement relevaient de solutions purement techniques. On a donc financé des quantités d'expertises sur tous les sujets possibles, au bénéfice de cabinets spécialisés en expertise. À partir de là, des « projets » ont été élaborés ; des sociologues ont étudié l'impact qu'ils auraient sur le mode de vie de la population ; ils ont même fait des enquêtes suivant une « méthode accélérée de recherche participative » afin de formuler les besoins ressentis par la population. Des épidémiologistes ont cherché à prévoir les effets des projets sur la santé des populations concernées. Des économistes ont fait des projections pour savoir à quoi serviraient les gains escomptés. Etc.

Finalement, le projet X est lancé, avec une équipe d'ingénieurs à sa tête, avec ce qu'il faut de personnel administratif, comptable et auxiliaire. On achète un bon nombre de véhicules tout-terrain. Les experts ont déjà écrit le mode d'exécution du projet et établi un « chronogramme » à respecter absolument si l'on veut continuer à pouvoir bénéficier des subventions. Tout doit donc aller vite, et l'on n'a guère le temps de se mettre au rythme de la vie des communautés bénéficiaires du projet.

Jusqu'à ce stade, dans la partie francophone de l'Afrique, tout se passe en français, hormis les enquêtes participatives, qui nécessitent d'employer des interprètes. Dès le lancement du projet, on essaie de convaincre le paysan de l'intérêt qu'il aura à y participer. Des négociations se font avec des groupes de villageois, par le truchement d'interprètes appartenant au Projet, ou choisis sur place.

Une fois acquise l'adhésion d'un groupe suffisant de paysans, on passe à l'exécution du programme proprement dit. Malgré tous les beaux discours qui prétendent le contraire, la communication se fait alors de façon pyramidale, de « haut » en « bas », et les paysans deviennent souvent de simples exécutants des consignes venues d'« en haut ». Ces consignes sont, elles aussi, transmises par le biais d'interprètes, qui ont parfois intérêt à ne pas les livrer intégralement à leurs destinataires et qui parfois aussi ne les comprennent pas clairement ou sont incapables de les traduire de façon improvisée.

Au bout de trois ou quatre ans, le Projet est arrivé à son terme. L'équipe d'encadrement se disperse, laissant derrière elle les paysans perplexes, dans l'attente d'un éventuel autre Projet. Très rapidement, les bailleurs de fonds font réaliser une évaluation finale, avant que les effets du Projet aient complètement disparu. Le verdict tombe : résultats globalement positifs, même s'ils auraient pu être meilleurs. En gros, on peut dire qu'en réalité, une grande partie de

¹ Ce texte est une version légèrement remaniée d'une conférence donnée dans le cadre de *The Third Pan-African Conference on Training of Translators, Conference Interpreters and Public Service Translators* : « Multilingualism in Africa: a luxury? », 17-18 février 2014, Nairobi.

² CSPC, INALCO CNRS UMR 8135 LLACAN Langage, langues et cultures d'Afrique noire.

l'investissement financier du Projet n'aura servi à rien, sinon à enrichir une classe intermédiaire de fonctionnaires du développement.

L'idée même de communiquer en langues africaines avec le paysan africain paraît incongrue, sauf quand il s'agit de lui donner des consignes à exécuter. C'est là que gît le problème. En effet, en s'abstenant d'écouter le paysan, car c'est bien ce qui se passe en réalité, on se prive de toute la connaissance qu'il a pu acquérir dans son domaine d'activité.

Lorsque l'on écoute le paysan parler dans sa langue, on est obligatoirement amené à adapter les propos qu'on lui tient, et l'on doit aussi faire l'effort de mettre au point un langage technique mutuellement compréhensible.

A quelles conditions la traduction en langues africaines est-elle possible ?

Un collègue du Burkina a été sollicité il y a une dizaine d'années pour traduire dans une langue nationale de son pays la Déclaration Universelle des droits de l'Homme. Il a effectivement produit le document demandé, en étant obligé de créer sur-le-champ une multitude de néologismes. Quelques années plus tard, il m'avouait ne plus rien comprendre à sa « traduction ». En réalité, il n'aurait pas fallu qu'il cherche à traduire comme l'on fait entre l'anglais et le français. Il aurait fallu qu'il adapte le texte français original de façon à en rendre la substance dans la langue cible. Cela pose alors un autre problème : le texte adapté dans la langue africaine pourra-t-il avoir la même valeur juridique que l'original français ?

Voici quelques exemples des difficultés que l'on peut rencontrer dans la traduction d'une langue européenne dans une langue africaine.

(1) La réalité à traduire existe chez les locuteurs de la langue cible, mais elle n'est pas reconnue par eux.

Je citerai l'exemple du puceron (anglais 'greenfly' or 'aphid'). Pour le paysan du Nord-Cameroun, les pucerons ne sont pas des organismes vivants. Il les qualifie d'« œufs de chenilles », que l'on peut trouver sous les feuilles du cotonnier par exemple. Le scientifique sait que la chenille ne pond pas d'œufs. C'est une larve de Lépidoptère. Le papillon pond des œufs, qui deviennent chenilles, qui deviennent chrysalides puis papillons. On ne peut donc se contenter de créer un néologisme pour désigner le puceron dans les langues locales sans dire que cela correspond à ce que l'on appelle couramment des « œufs de chenilles ».

(2) Le mot français à traduire a déjà été emprunté par la langue-cible mais il a subi un changement sémantique qui le rend impropre à la traduction.

Un seul exemple. Dans le *fulfulde* du Burkina, le mot « politik » signifie « manœuvre malhonnête ». Il est donc difficile de le réutiliser sans précaution pour parler de la politique au sens d'art et de pratique du gouvernement des sociétés humaines.

(3) Le mot français à traduire a une extension beaucoup plus grande que son correspondant en langue africaine.

On peut citer la notion de « liberté », en français, pour laquelle le Robert donne quatre sens principaux : (a) l'état d'une personne physiquement libre, (b) l'absence de contrainte, (c) le pouvoir d'agir selon sa propre détermination, (d) le caractère indéterminé de la volonté humaine. Le dérivé peul de *ndimu* ne peut traduire que le premier de ces sens ; il s'oppose à la condition d'esclave.

(4) Le mot français à traduire a une extension beaucoup moins grande que son correspondant en langue africaine.

C'est le cas, par exemple, du mot « paludisme / malaria » qui est traduit régulièrement en fulfulde par *pabbooje*. Ce dernier terme désigne toutes les fièvres qui durent, ce qui va bien au-delà du paludisme.

(5) Le concept à traduire est nouveau et n'a pas encore de traduction courante.

Je prendrai le cas du « planning familial », dont l'objectif est d'aider les femmes à ne pas avoir plus d'enfants qu'elles ne le désirent ou qu'elles ne peuvent raisonnablement élever. Spontanément, les traducteurs/interprètes camerounais, pour parler de la contraception, ont utilisé en *fulfulde* l'expression *hadgo bikkon* que l'on peut traduire par « barrer la route aux enfants ». Un message plutôt mal reçu par des populations qui connaissent une mortalité infantile élevée et pour qui l'enfant fait partie du capital familial. On a donc proposé une autre expression *daaynindirgo bikkon*, littéralement « espacer les enfants entre eux » qui est immédiatement comprise de façon positive. Cela renvoie à une technique agricole de culture du sorgho où l'on doit veiller à laisser un espace suffisant entre chaque plant pour qu'il ait assez d'eau à sa disposition pour se développer comme il faut.

Le concept le plus difficile que j'aie eu à expliquer dans une langue africaine est celui de « résistance ». Dans la zone cotonnière du Burkina, un phénomène de résistance des insectes aux insecticides poussait les paysans à multiplier les traitements phytosanitaires, causant ainsi un coût de production du coton de plus en plus élevé et donc une rentabilité de plus en plus faible pour le paysan. Pour certains, le traitement pesticide n'est pas efficace lorsqu'on le fait à un moment où « la chenille est déjà trop forte pour que le produit la tue » ou que « les cotonniers sont touffus », permettant aux chenilles de se cacher. Le paysan pense que, si le traitement atteignait la chenille à son premier stade de développement, il serait efficace.

Pour d'autres, seuls les insectes qui n'ont pas été touchés par le produit traitant résistent. Autrefois, la simple odeur des pesticides faisait crever les chenilles, mais maintenant, il faut que le produit touche la chenille pour pouvoir la détruire.

En réalité, pour le paysan, aucun ravageur n'est susceptible de résister aux pesticides, si du moins ces pesticides sont suffisamment forts. Le problème est donc déplacé de l'insecte au produit insecticide. Par ailleurs, l'efficacité d'un traitement phytosanitaire n'est jugée satisfaisante que lorsque tout animal vivant au champ est détruit. La seule solution envisageable, pour le paysan, était d'augmenter la toxicité des insecticides et les doses utilisées.

Il était donc important de pouvoir expliquer en quoi consiste effectivement la résistance aux pesticides. Je suis parti de l'énoncé scientifique suivant :

« La résistance est une modification d'ordre génétique en réponse à une sélection par des toxiques, qui peut entraîner l'échec des mesures de lutte ».

Une analyse de cette phrase m'a permis d'en dégager toute une série de concepts ou de mots-clés dont certains sont seulement implicites mais nécessaires à la compréhension. J'ai retenu notamment RÉSISTANCE, GÈNE, HÉRÉDITÉ, TRANSMISSION DES GÈNES, DIFFÉRENCIATION DU PATRIMOINE GÉNÉTIQUE, TOXIQUE, SÉLECTION, ÉCHEC DES TRAITEMENTS.

L'objectif a ensuite été d'introduire ces concepts-clés dans autant de phrases qu'il était nécessaire jusqu'à ce que j'estime que l'essentiel du contenu sémantique de l'énoncé de départ y soit transposé. Bien évidemment, on n'est pas là dans un processus de traduction au

sens strict, mais plutôt dans une opération d'adaptation et de reformulation. Des concepts comme celui de « gène » ne pourront pas être strictement traduits, puisqu'ils impliquent un arrière-plan théorique que ne possèdent pas les destinataires du message.

Un premier message a été rédigé en français simplifié, dans lequel je n'ai utilisé que des mots dont je savais qu'ils pouvaient être aisément traduits dans la langue véhiculaire locale. C'est seulement à la fin de ce processus que j'ai pu, avec mes assistants, exprimer en *jula* ce qu'était la résistance. Pour dire « résister aux insecticides », nous avons utilisé une expression signifiant littéralement « supporter les pesticides ». Par ailleurs, nous avons réussi à expliquer le mécanisme de la résistance en partant des mots-clés précédemment dégagés.

(6) La nouveauté à traduire se trouve assimilée par la population à une réalité bien connue, qui est pourtant de nature différente.

Pour la population du Nord-Cameroun, si le terme « sida » ne fait pas sens, il a un prétendu correspondant dans la langue peule, *ciiboowu*. C'est du moins ce que tout un chacun s'imagine. En français local, le sida est appelé de façon populaire « maladie de la maigreur ». Or le mot *ciiboowu* signifie étymologiquement « [ver] qui suce [la graisse ou le sang du corps] ». Dès lors, une équivalence a été établie entre *ciiboowu* et « sida ». En fait, le terme en *fulfulde* désigne les vers hématophages. Lorsqu'un malade parasité par ces vers est soigné par un guérisseur avec des remèdes locaux, ce dernier peut à bon droit dire qu'il sait guérir le *ciiboowu*, donc... le sida. Cela permet à certains guérisseurs de déconseiller aux personnes infectées par le VIH d'aller se faire soigner à l'hôpital.

(7) La création néologique est souvent une solution de facilité qui, en fait, ratera sa cible.

La tentation est grande de recourir systématiquement à la création de mots nouveaux pour traduire les textes techniques en langues africaines. Le paysan d'Afrique est depuis longtemps entré en contact avec des techniques nouvelles et des objets nouveaux, principalement s'il pratique la culture de plantes comme le coton. Les nouveautés qu'on lui a proposées ou qu'il a lui-même découvertes ont dû être exprimées dans sa / ses langue(s), soit qu'il en ait emprunté l'appellation dans une langue étrangère, soit qu'il lui ait forgé un nom à partir de sa / ses langue(s). Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer *a priori*, les paysans, comme tout autre groupe dans une civilisation de l'oralité, n'ont aucune difficulté à créer spontanément des mots nouveaux. On peut même dire que pour une réalité nouvelle qui présente un intérêt pour le groupe, ils ont tendance à multiplier les appellations. Le problème n'est donc plus de créer de nouveaux termes mais de sélectionner les meilleurs parmi ceux qui ont été créés spontanément.

Par ailleurs, le paysan connaît bien des choses que le développeur croit qu'il ignore et pour lesquelles il va créer des néologismes inutiles sinon dangereux. C'est le cas pour les réalités du milieu naturel. J'ai réalisé une nomenclature pour les chenilles et les insectes ravageurs du cotonnier en *jula*. Il existait une traduction en cette langue où l'on avait introduit systématiquement les taxons latins comme *Sipodopitera* (pour *Spodoptera*), *Elikoveripa* (*Helicoverpa*), *Eyariyasi* (*Earias*), simplement adaptés à la phonologie du *jula*. En fait, ces néologismes ne voulaient absolument rien dire pour les paysans, qui disposaient déjà dans leur langue de multiples appellations. Sur le terrain, les acteurs du développement sont souvent conscients du manque de pertinence de ces appellations sémantiquement non motivées. J'ai rencontré à Sikasso, par exemple, un responsable de la culture cotonnière qui avait trouvé une solution originale au problème : sans se préoccuper des appellations locales, il avait baptisé la larve d'*Helicoverpa* « la chenille élégante », disant à ses paysans : « Regardez, cette chenille est comme moi, elle est élégante ! ». Certains « élégants » portent là-bas des tenues faites en bandes de coton tissé artisanalement et décorées de filets colorés

disposés dans le sens de la longueur. Effectivement, la chenille en question se reconnaît à la bande blanche qui lui colore les flancs. Si cette dénomination néologique pouvait fonctionner localement, dans l'entre-soi, il est peu vraisemblable qu'elle puisse s'exporter, car, notamment, elle a été attribuée sans tenir compte du paradigme de toutes les chenilles susceptibles d'attaquer les cotonniers. Le caractère d'élégance pourrait aussi très bien être attribué à d'autres larves.

La question de la langue officielle

Dans l'Afrique francophone, le français est, par définition, la langue officielle ou l'une des langues officielles. Il faut reconnaître que, grâce à la progression de l'école, la langue française gagne du terrain. Une double illusion peut naître de cette situation : (1) les personnes scolarisées en français maîtrisent le français ; (2) le français que pratiquent ces scolarisés n'est pas très différent du français standard.

Je vais vous raconter deux anecdotes qui vous permettront de voir ce que je veux dire.

1. « Attention ! Il y a une voiture qui vient derrière ! »

Je me souviendrai longtemps de ce cri, poussé par un technicien agricole burkinabè qui nous accompagnait sur le terrain. La voiture dans laquelle je me trouvais était conduite par Philippe, un chercheur français. J'étais assis à côté de lui. Nous suivions un gros camion qui nous masquait complètement la vue. Philippe avait amorcé une manœuvre de dépassement quand le cri retentit : « Attention ! Il y a une voiture qui vient *derrière* ! » Mécaniquement, Philippe et moi avons tourné la tête en arrière pour voir ce qui pouvait bien venir derrière nous. En fait, il n'y avait rien dans cette direction, mais un véhicule arrivait à vive allure *face à nous*. Dieu merci, nous avons pu l'éviter... Comment un tel malentendu, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, a-t-il pu se produire ? Il est évident que tous les passagers de notre véhicule, bien qu'ils parlassent français, n'avaient pas le même système de localisation dans l'espace. Pour celui qui avait crié, le repère spatial principal était le camion, dont l'arrière nous faisait face. Nous avions le camion devant nous, et de l'autre côté du camion, donc *derrière ce que nous voyions du camion* (face non visible), il y avait un autre véhicule qui arrivait en sens inverse. Pour les deux Européens embarqués, la localisation se faisait par rapport à la direction dans laquelle avançait leur propre véhicule.

2. Fanta attend un enfant

Un jour que je cherchais de la documentation en langue peule (*fulfulde*) au Cameroun, j'ai trouvé deux livrets, l'un en français, l'autre en *fulfulde*. Le livret en français était intitulé « Fanta attend un enfant ». Pour tout francophone natif, lorsqu'on dit que telle femme attend un enfant, on veut dire qu'elle est enceinte. L'expression « attendre un enfant » est ressentie comme un euphémisme par rapport à « être enceinte », qui, naguère, passait pour trop direct. Le livret en *fulfulde* était censé être la traduction du livret en français. Pour rendre « attendre un enfant », le traducteur (ou la traductrice) a employé le verbe *reen-*. Ce verbe a deux sens principaux en *fulfulde* : (1) attendre ; (2) veiller sur, protéger. Le lecteur de la traduction en *fulfulde* va donc comprendre soit que Fanta a envoyé son enfant lui acheter quelque chose et qu'elle attend son retour, par exemple, soit qu'elle le protège.

L'enseignement que nous tirerons de ces deux histoires c'est que, le français standard des documents qui circulent dans le domaine du développement, émanant d'organismes internationaux, doit être considéré en Afrique comme une variété de langue qui nécessite une

une adaptation dans un français compréhensible localement, tout en restant standard. Cette remarque ne vaut évidemment que pour le domaine technique qui nous concerne ici.

L'impact financier de la mauvaise communication pour le développement

N'étant pas un économiste, je ne me risquerai pas à avancer des chiffres, mais je donnerai seulement quelques exemples dans lesquels la mauvaise communication peut causer des pertes financières ou humaines importantes.

La culture cotonnière exige, que l'on utilise des OGM ou non, que l'on pratique à certains moments des traitements phytosanitaires. La nature des traitements dépend de la nature du ravageur contre lequel il faut lutter. Il faut donc que le paysan puisse signaler avec précision le nom du ravageur qui se trouve dans son champ afin de se procurer le bon pesticide. Dans le cas du puceron, par exemple, il ne le citera jamais puisque pour lui il n'existe pas. Pourtant, quand le puceron attaque le cotonnier au moment où les capsules s'ouvrent, il rend le coton totalement impropre à la commercialisation.

Suite à une forte épidémie de choléra au Cameroun, l'OMS a ouvert un bureau à Maroua pour pouvoir mieux coordonner la lutte contre la maladie. A cette occasion, la Croix-Rouge locale a réalisé une démonstration de la façon dont elle s'adressait à la population de la région. Comme d'habitude, une personne expliquait en français comment l'on peut rendre l'eau potable. Un interprète devait traduire phrase après phrase. Évidemment, personne ne s'était rendu compte que la notion d'eau potable n'existe pas en langue locale, où l'on parle seulement d'eau à boire (*ndiyam yargo*), que celle-ci soit potable ou non. Ensuite, on a cité les procédés à employer pour rendre l'eau potable. Notamment, on peut rendre l'eau potable en la faisant bouillir. Le traducteur/interprète a traduit en employant l'expression *wulnugo ndiyam* « faire chauffer l'eau » au lieu de *dollugo ndiyam* « faire bouillir l'eau ». Il s'est donc fait piéger et a donné une consigne non seulement inopérante, mais surtout dangereuse.

Une linguistique du développement

Toutes ces considérations sont sans doute des banalités pour les traducteurs/interprètes professionnels. Le problème est que, sur le terrain du développement, presque n'importe qui peut se trouver investi du rôle d'interprète et doit improviser sur des sujets qu'il ne maîtrise pas entièrement. Nous affirmons que, dans les domaines techniques, la traduction ne peut être improvisée en simultané à moins d'avoir été préparée longuement à l'avance, parfois par des études sémantiques très détaillées. Nous affirmons aussi qu'il vaut mieux pratiquer ce que nous appellerons des traductions-adaptations plutôt que des traductions au sens strict.

L'observation du fonctionnement des projets de développement, petits ou grands, qui se déroulent en Afrique francophone, démontre dans la majorité des cas qu'il y a un fossé communicationnel entre les promoteurs des projets (généralement originaires des pays du Nord ou formés dans les pays du Nord) et ceux qui devraient en être les bénéficiaires. Les premiers, forts de leurs connaissances techniques, n'envisagent même pas l'idée qu'une technique, aussi adaptée et performante soit-elle, ne peut arriver au moindre résultat si ceux qui doivent la mettre en œuvre ne se la sont pas appropriée. Quels sont les facteurs qui peuvent entraîner des réticences ? Nous citerons les plus évidents : (1) la non-compréhension de la technique elle-même et des processus de son application ; (2) l'incompatibilité de la technique avec la culture locale ; (3) le fait que la technique est proposée / imposée d'en haut ou de l'extérieur, ce qui, de ce point de vue, revient au même ; (4) l'absence de concertation réelle entre promoteurs des projets et populations locales, qui fait que les attentes de ces

dernières n'ont peut-être pas grand chose à voir avec ce que souhaitent développer les promoteurs ; (5) le recours improvisé et non contrôlé à des interprètes qui établissent un filtre communicationnel entre les promoteurs des projets et les personnes destinataires. On voit que ces cinq facteurs d'échec tournent tous autour de la langue et de la communication. Il faudrait en ajouter d'autres, évidemment, de diverses natures (dont la corruption), mais ceux-là déjà suffisent à provoquer l'échec d'un projet.

Nous suggérons donc qu'on ouvre une spécialité linguistique que l'on appellerait « linguistique du développement ». Cette discipline très encyclopédique permettrait de former des communicateurs pour le développement, capables de dialoguer aussi bien avec l'ingénieur agronome, l'agro-entomologiste, le médecin, l'entomologiste médical, le pédologue, l'hydrologue, l'écologue, l'économiste... qu'avec le paysan ou l'homme de la rue. Par ce dialogue, ils apprendraient à maîtriser la communication interculturelle en contexte de civilisations encore très fortement marquées par l'oralité. Ils apprendraient aussi que l'adjectif « interculturel » implique l'existence d'au moins deux cultures, chose qui ne va pas non plus de soi, tellement sont minorées les cultures de l'oralité, et tellement la confiance en la technique l'emporte sur l'importance accordée au facteur humain.

La linguistique du développement exigerait une formation élevée à la fois dans la langue officielle du pays et dans la ou les langues locales concernées. Le linguiste du développement doit être capable

- de comprendre les textes techniques conçus par les développeurs dans les divers domaines d'intervention
- de les analyser finement et d'en faire une première adaptation en français simplifié
- de découvrir dans la langue africaine cible les termes appropriés pour rendre le contenu à transmettre
- de traduire cette adaptation dans une langue africaine en tenant compte des cultures locales.

Pour cela, le linguiste du développement devra réaliser des études de terrain chaque fois qu'un problème terminologique se présente pour voir s'il n'existe pas déjà une solution adoptée spontanément par la population destinataire du projet. Il ne se contentera donc pas de fabriquer des néologismes dans son bureau.

Il devra aussi étudier le lexique nécessaire à sa traduction de façon systémique et situer chaque terme technique dans une nomenclature : une chenille particulière ne peut recevoir de nom si elle n'est pas située par rapport aux autres chenilles présentes dans la zone. Je ferai de nouveau référence, à titre de contre-exemple, à ce technicien malien qui, sans recherche préalable auprès des paysans, avait baptisé en *bamanan* la chenille *Helicoverpa armigera*, sans tenir compte du fait qu'il y en a bien d'autres dans les champs de coton. Il l'avait donc appelée d'une expression qui ne peut en rien la distinguer des autres...

Nous insisterons encore, pour finir, sur la nécessité qu'il y a de prendre autant de précautions dans l'expression en langue officielle (français en l'occurrence) que dans l'expression en langues africaines. Dans l'idéal, je préconise que tout document de vulgarisation soit obligatoirement bilingue.

L'importance des dictionnaires

On n'imagine pas qu'un traducteur du français en anglais ne dispose pas d'un grand dictionnaire anglais-français / français-anglais, complété selon les besoins par des dictionnaires spécialisés (médecine, commerce, droit, électronique, etc.). Or, dans le monde africain francophone, si l'on dispose parfois de bons dictionnaires bilingues généraux de la langue

locale, on a très rarement des dictionnaires techniques qui prennent en compte les activités locales. On a vu éclore par le passé des programmes de lexiques techniques bilingues, qui n'ont souvent été qu'un festival de néologismes dont pratiquement aucun n'est passé dans l'usage. Le dictionnaire technique doit reposer impérativement sur un travail de terrain, fait d'observation et d'interviews dans la langue visée ainsi que de dépouillement de textes publiés dans la même langue (journaux, brochures diverses produites par les acteurs du développement dans les domaines les plus divers). Les termes relevés dans ces publications doivent ensuite être vérifiés *in vivo* pour savoir s'ils sont exacts et s'ils sont réellement en usage. L'outil lexicographique sur papier reste classique, mais on a maintenant la possibilité de rendre les dictionnaires consultables sur smartphones, ce qui implique, cependant, un coût spécifique, largement contrebalancé par les avantages d'une large diffusion.

L'illusion technologique

Je voudrais, pour finir, pointer du doigt vers ce que j'appelle l'illusion technologique. Le développement ultra-rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication et leur pénétration en Afrique fait croire, parfois, que les outils tels que l'ordinateur portable, le téléphone mobile et le smartphone sont en soi porteurs de développement. Il ne faudrait pas oublier que ce sont les contenus qu'ils peuvent véhiculer qui importent, et que, si l'on y applique les méthodes d'interprétation sans garde-fous décrites ci-dessus, on obtiendra les mêmes résultats : au mieux une perte de temps et d'argent, au pire, des informations potentiellement dangereuses. Ces remarques ne s'appliquent évidemment pas aux informations que peuvent échanger entre elles les personnes sur le terrain (sur les cours des produits, les commandes, l'état des livraisons, la survenue d'épizooties, etc.), mais uniquement à l'usage que les « développeurs » peuvent faire des outils informatiques.

Quelques références bibliographiques

- Tourneux, Henry (trad.) et Yaya Daïrou (trad.), [1993], *Kabben bee bonnoojum gese hottollo !*, Maroua, Institut de la Recherche agronomique / CRA, 44 p. [Traduction et adaptation en *fulfulde* de Deguine, Jean-Philippe, (1993), *Ravageurs et protection du cotonnier au Cameroun*].
- Tourneux, Henry, 1993, La perception des pictogrammes phytosanitaires par les paysans du Nord-Cameroun, *Coton et Fibres Tropicales* 48, fasc. 1, p. 41-48.
- Tourneux, Henry, 1993, Smallholder understanding of phytosanitary pictograms in North Cameroon, *Coton et Fibres Tropicales* 48, fasc. 1, p. 49-56. [Version anglaise de l'article ci-dessus].
- Tourneux, Henry (aut.) et Yaya Daïrou (aut.), 1998, *Dictionnaire peul de l'agriculture et de la nature (Diamaré, Cameroun), suivi d'un index français-fulfulde*, Paris, Karthala ; Wageningen, CTA ; Montpellier, CIRAD, 548 p.
- Tourneux Henry (aut.) et Yaya Daïrou (aut.), 1999, *Vocabulaire peul du monde rural : Maroua-Garoua (Cameroun)*, Paris / Karthala ; Garoua / D.P.G.T., 248 p.
- Tourneux, Henry (en collab. avec Vernet, Pierre, dir.) [2001], *Leksik elektwomekanik kreyòl, franse, angle, espayòl*, [Port-au-Prince], Fakilte Lengwistik Aplike, Inivèsite Leta Ayiti, 16 p. (Format 21 x 27,5 cm).
- Tourneux, Henry, 2006, *La Communication technique en langues africaines : L'exemple de la lutte contre les ravageurs du cotonnier (Burkina Faso / Cameroun)*, Paris, Karthala, 158 p.

- Tourneux, Henry, 2007, (avec la collaboration de Boubakary Abdoulaye, Hadidja Konaï et Fakih Ousmane) *Dictionnaire peul du corps et de la santé (Diamaré, Cameroun)*, Paris, oif/Karthala, 616 p.
- Tourneux, Henry (dir.), 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, Paris : Karthala, 309 p.
- Tourneux, Henry, 2009, « Linguistique et développement. Et si, pour sortir du malentendu, le dialogue interculturel avait besoin d'un nouvel outil ? » *La Grande Oreille* 39, p. 39-41.
- Tourneux, Henry (dir.) et Métangmo-Tatou, Léonie (dir.), 2010, *Parler du sida au Nord-Cameroun*, Paris, Karthala, 277 p.
- Tourneux, Henry, 2010, « Traditional healing of fevers as practiced by the Fulani of Northern Cameroon », *Folia Orientalia* 45-46, p. 331-340.
- Tourneux, Henry, 2010, Évaluation de la communication en matière de risques liés à l'utilisation des pesticides au Nord-Cameroun, in *Sociétés, environnement, santé*, Nicole Vernazza-Licht (éd.), Marc-Eric Gruénais (éd.), Daniel Bley (éd.), Marseille, IRD Editions, coll. « Objectifs Suds », p. 171-185.
- Tourneux Henry, Boubakary Abdoulaye et Hadidja Konaï, 2010, « Un niveau de *fulfulde* véhiculaire destiné à la communication pour le développement », in Henry Tourneux (dir.) et Léonie Métangmo-Tatou (dir.), *Parler du sida au Nord-Cameroun*, Paris, Karthala, p. 233-265.
- Tourneux, Henry (aut.), Boubakary Abdoulaye (aut.), Hadidja Konaï (aut.), 2011, *Communiquer en Afrique sur l'infection par le VIH, français-fulfulde*, Marseille, IRD Editions, 96 p. + 1 CD musical.
- Tourneux, Henry (aut.), 2011, avec la collab. de Boubakary Abdoulaye et Hadidja Konaï, *La Transmission des savoirs en Afrique : Savoirs locaux et langues locales pour l'enseignement*, Paris, Karthala, 304 p. + 1 DVD.
- Tourneux, Henry (aut.), Boubakary Abdoulaye (aut.), Hadidja Konaï (aut.), 2012, « Deux affiches de la fondation Coca-Cola pour la prévention du sida », in Eva Rothmaler (éd.), Rémi Tchokothe (éd.), Henry Tourneux (éd.), *Man and Health in the Lake Chad Basin, L'homme et la santé dans le bassin du lac Tchad*, Proceedings of the 14th Mega-Chad Conference, Man and Health in the Lake Chad Basin, Bayreuth Allemagne (15-17 April 2010), Cologne, R. Köppe, coll. « Topics in Interdisciplinary African Studies », p. 187-202.
- Tourneux, Henry (adapt. et trad.), Boubakary Abdoulaye (trad.), Hadidja Konaï (trad.), 2012, *En ayna bikkon men boodûm en laatina be be mara semmbe*, (Traduction-adaptation de « Gardons bien nos enfants et rendons-les forts », [Niamey] Unicef), Maroua, Croix-Rouge française, 36 p.
- Tourneux, Henry, 2015, Pour une linguistique du développement, in *Selected Proceedings of the Symposium on West African Languages*, University of Naples « L'Orientale », Naples 27-28 March 2014, Gian Claudio Batic (éd.) et Sergio Baldi (éd.), Naples, Università degli studi di Napoli « L'Orientale », Dipartimento Asia, Africa e Mediterraneo, coll. « Studi Africanistici » Serie Ciado-Sudanese 7, p. 163-176.
- Tourneux, Henry (aut.) et Hadidja Konaï (aut.), 2016, « Que faire à l'école avec les langues africaines ? » in *Proceedings of the 7th World Congress of African Linguistics, Buea, 17-21 August 2012*, Gratién Atingdogbé (éd.) et Evelyn Fogwe Chibuka (éd.), vol. 1, Buea, Langaa RPCIG, p. 376-387.
- Tourneux, Henry (aut.) et Hadidja Konaï (aut.), 2016, « Linguistic and cultural pitfalls of patient-carer communication in the official health care structures of North Cameroon », *Studies of the Department of African Languages and Cultures* 50, ISSN 0860-4649, p. 71-82.

- Tourneux, Henry (aut.) et Yaya Daïrou (aut.), avec la collaboration de Boubakary Abdoulaye, 2017, *Dictionnaire peul encyclopédique de la nature (faune / flore), de l'agriculture, de l'élevage et des usages en pharmacopée (Diamaré, Cameroun)*, Yaoundé, CERDOTOLA, 778 p.
- Tourneux, Henry (éd.), Namkosséréna, Salomon (éd.) Mouliom Pefoura, Alassa (éd.), 2017, *Deftere remoobe woyla Kamaruu*, Paris, Karthala, 364 p. [Ceci est la traduction-adaptation en langue peule de l'ouvrage ci-dessous.]
- Tourneux, Henry (éd.), Namkosséréna, Salomon (éd.) Mouliom Pefoura, Alassa (éd.), 2017, *Leçons d'agriculture tropicale pour les savanes d'Afrique centrale*, compilées et adaptées en français simplifié par Henry Tourneux, avec une préface de Seïny-Boukar Lamine, Paris, Karthala, 352 p.